

*Eugeniusz Duraczyński*

LA POLOGNE CLANDESTINE FACE A LA RESISTANCE  
EUROPEENNE.  
REMARQUES, POLEMIQUES, RAPPELS

Dans notre approche du problème, annoncé par le titre, nous ne voulons pas procéder à une analyse détaillée de la portée et des formes de la Résistance polonaise ni à un bilan sur le plan de la Résistance européenne. Ce serait une entreprise particulièrement difficile, et un exemple pris au hasard témoigne de l'importance de ces difficultés. Par exemple en France, les tirages de certains journaux clandestins s'élèvent à des centaines de milliers d'exemplaires, tandis qu'en Pologne ils n'atteignent que quelques dizaines de milliers. Un historien peut-il s'appuyer sur cette simple comparaison ? Peut-il négliger des questions telles que le niveau de l'imprimerie et son potentiel technique dans les deux pays, la production de papier, etc., et, avant tout, le caractère de la politique d'occupation du III<sup>e</sup> Reich, avec son système d'interdictions, si différente en Pologne et en France ?

Nous pouvons donc admettre — sans craindre de commettre une grande erreur — que toute comparaison de la portée et des effets de la Résistance dans différents pays devrait avant tout signifier une comparaison des conditions de la naissance de ce mouvement et de son développement. C'est pourquoi nous nous pencherons sur des problèmes choisis tels que la caractéristique de certaines conditions et de certains mécanismes du développement d'actions clandestines, en considérant la Résistance polonaise comme partie intégrante de la Résistance européenne ou, autrement dit, de l'Europe Clandestine. Commençons par la terminologie.

Le terme Europe Clandestine est pris au sens d'un phénomène historique désignant la Résistance dans les pays occupés (et les

autres) durant la dernière guerre mondiale. L'Europe Clandestine, c'est une grande mosaïque composée de différentes Résistances nationales, avec leur structure politique, militaire, paramilitaire, sociale, etc., avec leurs actions pour l'indépendance, pour les buts nationaux et humains, c'est en fin de compte la somme de tous les efforts individuels (nationaux), à l'échelle de presque tout le continent. Une telle acception du terme Europe Clandestine ne traduit pas la Résistance européenne qui est un phénomène considérablement plus riche et qui comprend aussi bien la résistance au sens large du mot que le mouvement qui en est né, les attitudes individuelles et collectives, l'action spontanée et l'action institutionnalisée ; c'est aussi un réflexe de protestation et une tendance consciente visant les objectifs définis par les dilemmes de l'époque. Toutes ces particularités ainsi que le fait de se manifester dans des pays aussi différents que la Pologne et la Norvège, la Yougoslavie et la France, la Tchécoslovaquie et le Danemark, font que la Résistance doit être considérée comme un phénomène à part. L'Europe Clandestine ne constitue donc qu'une partie — pourtant la plus importante et décisive — de la Résistance européenne.

De la première conférence d'historiens de la Résistance à Liège en 1958, Henri Michel a défini la Résistance à la fois comme une lutte patriotique pour la libération du sol natal et comme une lutte pour la liberté et l'honneur de l'homme contre le totalitarisme<sup>1</sup>. Trois ans plus tard, lors de la deuxième rencontre à Milan, il a repris sa pensée pour dire que si le premier élément de cette définition (le patriotisme) est accepté par tous, par contre, le deuxième (l'antitotalitarisme, donc l'antifascisme) ne trouve pas d'acceptation unanime. Henri Michel a tout de même soutenu sa définition qui dit que le patriotisme et l'antifascisme, ensemble ou séparément, forment les deux moteurs d'action des militants de la Résistance<sup>2</sup>. Enfin, dans son ouvrage bien connu<sup>3</sup> où il

<sup>1</sup> *European Resistance Movements 1939 - 1945. First International Conference on the History of the Resistance movements (Liège-Bruxelles-Érèdonk)*, London 1960.

<sup>2</sup> *European Resistance Movements 1939 - 1945. Second International Conference on the History of the Resistance Movements (Milan)*, Oxford 1964.

<sup>3</sup> H. Michel, *La guerre de l'ombre. La Résistance en Europe*, Paris 1970, pp. 15 - 16.

étudie les traits communs de la Résistance, il énumère les trois facteurs suivants : 1° lutte politique pour la libération du sol natal ; 2° lutte idéologique pour sauver l'honneur de l'homme ; 3° lutte ayant les aspects d'une guerre civile (contre l'occupant, mais aussi contre les forces collaboratrices).

Lors d'un congrès consacré à la Résistance en Europe, organisé par une université de Grande-Bretagne en 1973, on a émis l'opinion que la Résistance<sup>4</sup> était une partie de l'effort national et politique pour l'indépendance<sup>5</sup>, ce qui est une référence évidente au premier élément de la définition d'Henri Michel (de Liège et de Milan).

L'historiographie marxiste a répandu l'opinion que la Résistance antifasciste, la lutte clandestine et la guerre de partisans constituent une partie intégrante du mouvement national pour l'indépendance, et que celui-ci comprend la lutte d'une nation donnée contre l'occupation nazie, pour l'indépendance et pour la création d'un Etat démocratique<sup>6</sup> ; il embrasse donc les phénomènes et les actions qui, selon Henri Michel, constituent les deux parties du mouvement de la Résistance : le mouvement extérieur (p. ex. l'action de gouvernements émigrés et les combats de leurs forces armées) et le mouvement intérieur (la lutte des forces clandestines dans les pays occupés). Cependant, l'historiographie soviétique distingue trois types de mouvements antifascistes nationaux qui se sont manifestés durant la dernière guerre mondiale : 1° la lutte des partisans sur les territoires soviétiques occupés par l'ennemi ; 2° le mouvement antifasciste en Allemagne et en Italie ; 3° la Résistance dans les pays occupés. D'après les auteurs du troisième volume de *l'Histoire de la Seconde Guerre mondiale*<sup>7</sup>, ce troisième mouvement a un caractère national, puisque c'est une lutte pour l'indépendance et la souveraineté, et,

<sup>4</sup> Nous utilisons ce terme en même temps qu'un autre, tout en nous rendant compte qu'il s'éloigne un peu du contenu du terme « mouvement de la Résistance ».

<sup>5</sup> R. White, *The Unity and Diversity of European Resistance*, in : *Resistance in Europe*, London 1975, p. 8. Pour la notion de Résistance, son origine et différentes significations, cf. M. R. D. Foot, *Resistance*, Paladin Granada Publishing, 1978.

<sup>6</sup> *Vtoraja mirovaja vojna. Dviženie Soprotivlenija v Evrope*, Moskva 1966.

<sup>7</sup> *Istorija vtoroj mirovoj vojny 1939 - 1945*, vol. III, Moskva 1975, pp. 216 - 217.

dans certains pays, pour l'existence même d'une nation. Il fut aussi une lutte contre le totalitarisme nazi pour la reconquête des lois et des libertés démocratiques.

Tous ces essais pour définir ce phénomène négligent l'opposition dans sa forme presque classique, en l'occurrence l'opposition allemande, et non seulement allemande : de telles attitudes et de telles actions de la part de groupes ou d'individus de l'establishment se sont manifestées dans les pays satellites, en particulier en Roumanie. Laissant ce problème en marge de nos considérations, revenons au contenu de la notion de Résistance. Tout en admettant la complexité et la richesse des formes de lutte qui rendent difficile la définition du phénomène, nous considérerons comme Résistance, une fois faites toutes les réserves quant au double sens du mouvement (au sens étroit et au sens large), toute action des forces nationales, sociales, politiques, des diverses sections, des commandos, etc., pour l'indépendance, contre l'occupant ou action antinazie. Dans une telle acception — relativement étroite — la Résistance veut dire action clandestine organisée, basée sur des principes politiques, idéologiques, militaires et d'organisation définis dans les domaines suivants : 1° opposition aux différentes décisions de l'occupant dirigées contre l'intérêt national ; 2° opposition à la politique de son propre gouvernement fasciste ou au régime collaborateur ; 3° lutte contre le doute, le conformisme, la soumission et la passivité de la société ou de certains groupes sociaux ; 4° approfondissement de l'esprit patriotique et de l'esprit d'indépendance et, dans les pays fascistes et satellites, action pour persuader de la nécessité de réorienter la politique de l'Etat et la politique nationale ; 5° information de la société ; 6° action armée, diversion, sabotage ; 7° création de programmes du renouveau national<sup>8</sup>. Autrement dit, l'Europe Clandestine, c'est l'histoire des organisations clandestines et institutions de la Résistance ainsi que des actions institutionnalisées aux buts définis et sur des champs d'action définis.

---

<sup>8</sup> E. Duraczyński, J.J. Terej, *Europa Podziemna 1939 - 1945* [L'Europe Clandestine 1939 - 1945], Warszawa 1974, p. 23. Voir aussi : E. Duraczyński, *Einige Bemerkungen über die Widerstandsbewegung in Europa und in Polen im Zweiten Weltkrieg*, in : *Internationales Jahrbuch für Geschichte und Geographie Unterricht*, Bd XVIII, 1977(1978), R.F.A., Georg Eckert Institut für Internationale Schulbuchforschung.

L'histoire de l'Europe Clandestine ne se laisse pas séparer de l'histoire complexe et multiforme des peuples européens durant la dernière guerre mondiale. C'est pourquoi il faut la considérer sur un fond large et en rapport étroit avec toutes les conditions générales et particulières, caractéristiques d'un pays donné. Nous rappelons cette vérité générale, parce que la présente étude, bien qu'elle traite d'un phénomène en principe univoque quant au contenu, ne peut pas oublier qu'il s'est formé sous l'influence de facteurs bien différents. Il suffit de jeter un coup d'oeil sur la situation formelle et légale de différents pays. Premièrement, celle de l'Allemagne et de l'Italie, deux pays qui ont modelé les formes de système d'occupation en Europe, et dont le second sera occupé tout en gardant des apparences d'indépendance (l'Italie à l'époque de la République de Salo). Deuxièmement, celle des pays satellites dont la politique tendait à réaliser différents programmes territoriaux en alliance avec Berlin. Troisièmement, celle de nouveaux organismes étatiques, créés à l'instigation du Reich et de l'Italie et soumis à ces deux Etats. Quatrièmement, celle des Etats vaincus militairement où ont été créés des régimes collaborateurs. Cinquièmement, celle des pays (ou de leurs régions) vaincus et conquis, avec un système de collaboration imposé par l'occupant. Sixièmement, celle des pays (ou de leurs régions) dans lesquels certaines institutions d'Etat ou institutions politiques ont été adaptées par l'occupant afin de fortifier le système de collaboration. Septièmement, celle des pays (ou de leurs régions) entièrement occupés et gouvernés directement, dans presque tous les domaines, par les vainqueurs<sup>9</sup>. Une place à part

<sup>9</sup> R. White (op. cit., pp. 11 - 12) distingue quatre catégories des pays occupés et, respectivement, quatre systèmes d'occupation : 1° pays et territoires intégrés à l'Allemagne (l'Alsace et la Lorraine, le Luxembourg, l'Autriche, les Sudètes, Gdańsk et la Pologne nord-ouest) ; 2° régions gouvernées considérées comme partie de la Grande Allemagne (le Protectorat de Bohême et de Moravie ainsi que le Généralgouvernement) ; 3° territoires conquis et administrés directement, qui ne sont pas considérés comme partie de l'Allemagne (les Pays-Bas, la Belgique, la France septentrionale, la Serbie, la Grèce et les territoires conquis en Russie) ; 4° régions qui ne sont pas administrées directement et qui possèdent une autogestion, subdivisées en deux catégories : pays vaincus (la Norvège, le Danemark, la France méridionale, la Croatie) et « alliés » de l'Allemagne (la Bulgarie, la Roumanie, la Hongrie, la Slovaquie). B. Chapman (*The German Counter-Resistance*, in : *Resistance in Europe...*, p. 171) distingue aussi quatre types de pays, mais du point de vue des méthodes de lutte :

revient aux territoires de l'Union Soviétique provisoirement occupés, tout comme à la lutte de partisans sur ces terrains, qui diffère essentiellement par le fait qu'elle forme une partie intégrante de la guerre menée par l'Etat, membre de la coalition de trois grandes puissances.

Nous avons procédé à cette classification simplifiée non pour expliquer les différences, mais pour signaler la diversité de conditions liée à la situation formelle et légale dans lesquelles est née et s'est développée la Résistance. Il ne faut pas oublier non plus les différences socio-économiques et nationales, les particularités des structures politiques, l'importance des traditions historiques, le caractère et la forme de la culture politique, les conditions naturelles et le niveau de développement de l'infrastructure, les « valeurs de la situation stratégique » du pays, le rôle de divers centres situés en dehors du pays. La Résistance était donc exposée à l'influence de différents facteurs — cités et non cités, favorables et défavorables — extérieurs et intérieurs qui distinguent non seulement les pays mais aussi les départements, et même les petites régions et les districts de tel ou tel pays<sup>10</sup>. Néanmoins, c'est aux facteurs intérieurs que revient le rôle décisif dans le processus de formation et de développement de la Résistance. Tout en rappelant la variété des conditions économiques, sociales, politiques, culturelles, historiques, géographiques, géopolitiques, etc., nous désirons souligner l'importance de l'état d'esprit et des prédispositions psychiques de la population qui définissent dans plusieurs cas la portée et le caractère de la Résistance. Allons plus loin pour constater que l'expansion de la Résistance était étroitement liée à l'état des esprits, bien que les effets réels — car

1° « alliés » du Reich (l'Autriche, la Hongrie, la Roumanie, la Bulgarie et l'Italie jusqu'en 1943) ; 2° alliés potentiels (les Pays-Bas, le Danemark, la Norvège) ; 3° pays occupés (la Belgique, la France et l'Italie après 1943) ; 4° pays ennemis (la Russie, la Pologne, les pays baltes, la Yougoslavie, la Grèce).

<sup>10</sup> Comme en témoigne l'exemple de la Pologne (mais non seulement). Pour les traits principaux de la formation de la Pologne clandestine, et pour les particularités régionales de la Résistance polonaise, voir : E. Duraczyński, *La structure sociale et politique de la Résistance antihitlérienne en Pologne 1939 - 1944* (« Revue d'Histoire de la Deuxième Guerre Mondiale », Paris 1970, n° 78), et *idem*, *Some Remarks on the Regional Characteristics of the Resistance Movement in Poland* (« Acta Poloniae Historica », vol. XXVIII, 1973).

ce sont eux qui comptent — des actions contre l'occupant ou des actions antifascistes fussent conditionnés par tout un ensemble de facteurs.

Nous trouvons le précédent historique de la Résistance dans le mouvement antifasciste en Italie et ensuite en Allemagne ainsi que dans l'opposition dans les pays européens où l'élite au pouvoir, les yeux fixés sur le modèle de totalitarisme italien ou allemand, menait une politique d'étroite alliance avec la Rome fasciste et le Berlin nazi. Ce fait s'est manifesté par exemple en Grèce, au printemps 1938, et surtout dans la période suivant directement Munich. Nous n'allons pas analyser ces questions, nous nous limiterons à diriger l'attention sur le rôle qu'a joué dans la formation de la communauté européenne d'attitudes antifascistes la guerre civile en Espagne, pendant laquelle il y eut une si forte participation, du côté de la République, de milliers d'antifascistes (communistes, socialistes et des gens très éloignés du marxisme) d'Allemagne, d'Italie, de France, de Pologne et de plusieurs autres pays d'Europe. Ce fut non seulement le premier affrontement militaire entre le fascisme et l'antifascisme, non seulement une épreuve de la fermeté des attitudes des individus et des communautés et une vérification de la valeur des principes proclamés au nom de la démocratie et de la liberté, mais aussi une épreuve de la disposition à les défendre. Ce fut aussi l'une des premières phases, phase initiale mais phase importante, du processus de transformations, croissant à la fin des années trente et au début des années quarante, dans la conscience populaire de toutes les communautés sociales et même nationales qui, de plus en plus, identifiait le fascisme avec une vision apocalyptique de la destruction des principes cardinaux de l'identité spirituelle des nations et, dans certaines régions de l'Europe, de la destruction des bases de leur existence biologique.

Nous n'allons pas rappeler les circonstances compliquées dans lesquelles s'est formée l'opposition dans l'Italie de Mussolini et l'Allemagne d'Hitler. Nous ne parlerons pas non plus des débuts de la Résistance dans d'autres pays<sup>11</sup>. Il suffit d'affirmer que,

---

<sup>11</sup> Le lecteur trouvera les informations sur le mouvement antinazi et sur la Résistance dans différents pays dans les ouvrages cités où il y a aussi une bibliographie du sujet.

premièrement, dans sa phase initiale, la Résistance se distingue par une forte particularité nationale et que, deuxièmement, avec tous ces traits distinctifs, se sont manifestés en même temps certains traits communs.

Au début de nos considérations il faut essayer de saisir le rapport de causalité entre la défaite nationale, avec ses conséquences, et les débuts de la Résistance. Bien que ce rapport ne se dessine pas nettement dans tous les pays occupés, il est bien possible d'y distinguer certains phénomènes typiques d'un ou plusieurs pays. Nous prenons comme exemples extrêmes la Pologne et la France<sup>12</sup>. En Pologne, où ni le gouvernement ni l'armée n'ont signé aucun acte de capitulation ou de trêve, la défaite et ensuite les débuts de l'occupation, malgré la frustration visible causée par le désastre de septembre, n'ont pas freiné le processus de cristallisation des centres de lutte pour l'indépendance, dû à l'esprit de lutte contre l'occupant dominant dans la conscience sociale. Une situation diamétralement opposée se présente en France où la signature de l'armistice scellant la portée de la défaite et la formation du gouvernement de Vichy ont, d'une façon directe et effective, influencé la conscience populaire de la plupart des Français, devenant par là-même l'un des facteurs les plus importants qui empêchaient une attitude de lutte active pour l'indépendance de se manifester.

Pourtant la défaite de l'armée et la capitulation en tant que telles n'ont pas déterminé l'esprit et les attitudes (de la population), tout comme la formation du système de collaboration n'a pas défini la portée des projets et de l'action de l'opposition naissante ni son acceptation par la société. En Yougoslavie, où l'armée a capitulé et le système collaborateur était très développé, la Résistance — dans sa forme la plus radicale, parce qu'armée — s'est formée aussitôt après la catastrophe nationale et s'est développée à une échelle que l'on ne peut comparer avec aucun autre pays de l'Europe occupée. Et la capitulation de l'armée grecque et la formation du gouvernement collaborateur à Athènes ont-elles paralysé le processus de manifestation d'attitudes patrioti-

---

<sup>12</sup> Voir à ce sujet d'intéressantes remarques, bien que controversées, de S. H a w e s (*The Individual and the Resistance Community in France*, in : *Resistance in Europe...*, pp. 125 - 127).



ques actives et la cristallisation et le développement de formations clandestines ?

Du point de vue scientifique, il est impossible de répondre à cette question de façon univoque et convaincante. Nous pouvons seulement remarquer que la catastrophe nationale ainsi que tel ou tel autre système collaborateur (avant tout en France, mais aussi aux Pays-Bas et dans une moindre mesure en Belgique) ont freiné de façon visible dans certains pays le processus de rélévation d'attitudes et d'esprit d'indépendance et que, en revanche, dans d'autres pays, ils n'ont pas pu suffisamment contrebalancer les raisons qui ont fait naître une opposition quasi générale contre les régimes d'occupation et les régimes collaborateurs. Il ne nous semble pas juste de donner raison aux chercheurs qui voient les causes de la prépondérance des attitudes antinazies et d'indépendance presque uniquement dans l'impitoyable politique de l'occupant et qui citent la Pologne comme exemple classique<sup>18</sup>. Ces causes sont beaucoup plus complexes et il faut souvent les chercher dans tout le système de rapports qui ont précédé l'éclatement de la guerre ou même encore plus tôt. Ce sujet demande des recherches séparées et détaillées (l'étude des rapports entre l'attitude des Français en 1940 et l'état de leur conscience et les attitudes formées dans les années vingt et trente à la suite de la sanglante victoire de 1918, pourrait apporter — paraît-il — d'intéressants résultats).

Passons maintenant en revue les ressemblances et les différences. Nous commençons par le rôle des gouvernements ou autres formations politiques émigrées. Tous les gouvernements qui ont quitté leurs pays n'ont laissé aucune forme institutionnalisée pouvant donner naissance au mouvement clandestin. Seule la Pologne est dans une certaine mesure une exception : déjà avant le début des hostilités, on y a fait des préparatifs pour une action clandestine contre le futur ennemi ou même sous l'occupation. Mais tous ces préparatifs n'ont pas eu d'effets réels et importants, et le gouvernement polonais a été interné sur le territoire de la Roumanie, tandis que le nouveau gouvernement s'est formé à Paris quelques jours avant la fin de toutes les

---

<sup>18</sup> Ainsi affirment H. Michel et S. Hawes.

actions militaires en Pologne. La formation d'un nouveau gouvernement a provoqué dans la Pologne occupée une grande impression, devenant tout de suite le facteur dynamisant les réactions. En plus, tous les mouvements de la Résistance qui se sont créés, voyaient dans ce gouvernement — indépendamment des différences par rapport au visage politique de l'équipe du général Władysław Sikorski — un appui naturel venant de l'extérieur, et mettaient dans son action en tant qu'allié de la France et de la Grande-Bretagne tout leur espoir d'une proche libération. Sikorski et ses sections de travail en Pologne ont joué un rôle essentiel dans la formation de toute la Résistance polonaise, liée de façon institutionnelle au gouvernement. Une telle action et une telle liaison entre le centre de disposition émigré et le centre analogue existant dans le pays n'ont pu être organisées avant 1943 dans aucun autre pays.

Néanmoins, il ne nous semble pas possible de juger le degré et le dynamisme du développement de la Résistance et de son action militaire selon l'importance des relations entre le centre émigré et le pays, bien que le fait même qu'un gouvernement émigré existe, fut un facteur fortifiant le mouvement clandestin dans un sens non seulement moral. C'est de Londres (que nous citons de façon conventionnelle) qu'on envoyait d'importantes sommes d'argent, les armes, l'équipement et les hommes. Lier ces problèmes uniquement à l'activité des gouvernements émigrés, serait une trop grande simplification. L'importance de l'aide extérieure dépendait de plusieurs facteurs, parmi lesquels la position et l'activité de tel ou tel autre gouvernement émigré jouait un rôle important mais non décisif. Sans procéder à une analyse détaillée de ce phénomène, citons quelques chiffres et circonstances concernant l'aide extérieure pour l'insurrection préparée en Pologne.

Dans les années 1941 - 1944 (jusqu'en septembre), on a fait transporter en France, par la voie aérienne, presque 10 500 tonnes d'armes<sup>14</sup>. Dans la même période, la Grèce a reçu 5000 tonnes de vivres et 1000 tonnes d'armes<sup>15</sup>. Tandis que la Pologne a reçu

<sup>14</sup> M. R. D. Foot, *SOE in France*, London 1966, p. 473 (table).

<sup>15</sup> H. Michel, *La guerre...*, p. 133.

environ 600 tonnes d'armes<sup>16</sup>. Il faut aussi faire attention à l'ordre dans lequel ont été fournis les armes et l'équipement : en mars 1943, pour les îles italiennes, la Corse et la Crète, les Balkans, la France ; en novembre de la même année — pour les Balkans, l'Italie occupée, la France, la mer Egée<sup>17</sup>. Passons maintenant au problème de l'aide extérieure pour l'insurrection prévue en Pologne par l'état major de Londres et l'état major de l'Armée de l'Intérieur (Armia Krajowa — AK). Nous n'allons pas rendre compte des plans successifs établis par les futurs insurgés ni des démarches effectuées pour obtenir l'appui des alliés. Il suffit de rappeler que du point de vue technique et militaire l'éclatement, la portée et le succès de l'insurrection dépendaient, dans toutes les variantes possibles, de livraison d'armes et d'équipement et même d'envoi de groupes militaires spéciaux par l'Occident. Tous ces problèmes se trouvaient au centre des intérêts de l'état major de Londres et étaient plus d'une fois le sujet de pourparlers avec les commandants de SOE et d'autres organisations anglaises, mais sans grand succès<sup>18</sup>. Les démarches polonaises à Combined Chiefs of Staff à Washington se sont aussi terminées par un fiasco<sup>19</sup>. L'exemple polonais témoigne nettement du rôle que dans l'aide extérieure ont joué des arrangements politiques définis ainsi que la stratégie politique de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis, ce qui est encore plus visible dans le cas de la Yougoslavie et de la Grèce.

La Résistance en Europe a passé par plusieurs phases déterminées par différentes circonstances intérieures et extérieures, le rôle de ces dernières étant particulièrement visible après l'écla-

---

<sup>16</sup> J. Garliński, *Politycy i żołnierze [Hommes politiques et soldats]*, London 1971, p. 246.

<sup>17</sup> J. Ehrman, *Grand Strategy, V : August 1943 - September 1944*, London 1956, pp. 274 et suiv.

<sup>18</sup> Le récent ouvrage de D. Stafford (*Britain and European Resistance 1940 - 1945*, The Macmillan Press LTd, 1980) apporte d'intéressants matériaux sur l'attitude de la Grande-Bretagne envers la Résistance européenne.

<sup>19</sup> Les documents concernant cette entreprise se trouvent à Londres à l'Institut Polonais et au Musée Général Sikorski, cote A XII 23/43. Cf. aussi L. Mitkiewicz, *W najwyższym sztabie aliantów zachodnich 1943 - 1945 [Dans l'état major des Alliés occidentaux 1943 - 1945]*, Londyn 1971. En ce qui concerne l'attitude des Etats-Unis envers la Pologne, voir : R. C. Lukas, *The Strangle Allies. The United States and Poland 1941 - 1945*, Knoxville 1978, The University of Tennessee Press.

tement de la guerre entre l'Allemagne et l'Union Soviétique ainsi qu'après le débarquement des alliés en Afrique du Nord en 1942.

Le rôle immense des événements internationaux — plus précisément des événements militaires — dans le processus d'apparition des réactions ne doit pas poser de doute. Les nouvelles du front — souvent déformées par les bruits qui couraient, l'espoir et l'impatience — marquaient sur la carte du moral des populations des sauts abrupts. Il suffit d'attirer l'attention sur la dépression causée dans plusieurs pays par la défaite de la France en juin 1940 et sur une vague d'optimisme après le 22 juin 1941 et surtout après la bataille de Stalingrad. C'est un phénomène univoque, typique de toutes les nations vaincues. Il en est autrement pour certains facteurs intérieurs, à caractère diversifié, souvent difficiles à saisir. Parfois c'étaient des événements individuels bien qu'exerçant une forte influence ; d'autres fois, le concours de plusieurs petits éléments. Dans un cas, les répercussions touchaient tout le pays, dans l'autre, une région ou un centre local. Prenons comme exemple les répercussions du service du travail obligatoire (S.T.O.) en France ou l'expulsion de la population paysanne de la région de Zamość en Pologne.

Dans les ouvrages concernant la Résistance, on a déjà souligné l'évolution de ce mouvement qui, selon Henri Michel, a commencé par le refus d'accepter de nouvelles conditions, conséquences de la défaite ou de la capitulation, pour passer ensuite à une phase d'organisation, « [...] ce fut la phase de l'organisation »<sup>20</sup>. Après Michel, un auteur anglais écrit que la Résistance a passé par plusieurs phases : de l'opposition passive, individuelle, jusqu'à des formes supérieures, et il accentue le fait qu'elle a commencé comme un geste individuel pour devenir action locale et, enfin, une entreprise nationale<sup>21</sup>. Ce n'est pas notre but de remettre en question la thèse — évidente par ailleurs — sur le processus de développement de la Résistance et des organisations clandestines, car l'histoire de chaque pays occupé fournit de nombreuses preuves, multiples et différentes, dans ce domaine. Mais il n'est pas difficile de remarquer que les opinions citées ci-dessus résultent

<sup>20</sup> H. Michel, *La guerre...*, p. 17.

<sup>21</sup> R. White, *op. cit.*, pp. 9 - 10.

surtout de l'analyse de la Résistance non communiste française qui, c'est tout à fait vrai, a commencé par une protestation individuelle embrassant ensuite certaines communautés locales pour devenir, dans sa phase culminante, un phénomène national, c'est-à-dire dans une plus ou moins grande mesure coordonné et dirigé par les centres de décision nationaux. Cela ne veut pas dire qu'on ne trouve pas en Europe à l'époque de la Seconde Guerre mondiale des pays dont la Résistance présenterait — au moins dans ses phases initiales — une pareille ligne de développement. Il suffit, pour nous en persuader, de regarder les débuts de la Résistance en Albanie ou en Norvège (avec cette restriction qu'en Albanie la phase de l'action locale a commencé beaucoup plus tôt qu'en France). Les débuts de la Résistance en Pologne sont tout à fait différents ; les trois éléments : l'opposition individuelle, l'activité locale et les centres de décision nationaux sont apparus presque simultanément, devenant un facteur très favorable pour le processus de formation des réseaux nationaux de la Résistance non communiste. Rappelons que déjà au cours des derniers jours de septembre 1939, une organisation militaire clandestine s'est formée à Varsovie sous le nom de Service pour la Victoire de la Pologne (Służba Zwycięstwu Polski — SZP). Et au cours des trois mois suivants ses réseaux se sont formés dans plusieurs régions. Quand, en décembre 1939, le général W. Sikorski (le Premier ministre du gouvernement émigré et le commandant général) a transmis en Pologne l'ordre de former l'Union de la Lutte Armée (Związek Walki Zbrojnej — ZWZ, et en février 1942, l'organisation a pris le nom de l'Armée de l'Intérieur), les réseaux de SZP ont été incorporés dans ZWZ. En général, on peut dire que l'Union de la Lutte Armée en tant qu'organisation militaire de la Résistance polonaise s'est formée quelques mois après la défaite. Il en fut de même des principaux partis politiques. Cependant, en Yougoslavie, deux processus ont apparu simultanément : d'une part, un brusque développement de la Résistance communiste centralisée (dirigée par les communistes), et de l'autre, des initiatives dispersées qui ont donné naissance au mouvement serbe (anticommuniste), dirigé par Mihajlović. Il y a donc peu de chance de distinguer dans la naissance et le développement du mécanisme de la Résistance des éléments valables pour tous les pays. De telles

possibilités apparaissent lors de l'analyse des types d'organisations clandestines (tout en limitant notre analyse à leur profil politique et militaire).

Les auteurs cités, et avant tout H. Michel, affirment que la Résistance a pris une forme d'organisation supérieure au moment où avaient déjà apparu les mouvements et les réseaux.

L'origine de ces termes et du phénomène même est française<sup>22</sup>. Mais dans ce cas aussi nous avons affaire à une tentative qui considère la Résistance en Europe à travers les expériences de la France. La réalité de l'époque nous permet-elle une telle généralisation ? Commençons par l'histoire sous l'occupation des partis politiques d'avant-guerre auxquels on ne peut pas appliquer le terme de « mouvement ». Le panorama des débuts de la Résistance nous montre, de façon plutôt évidente, que, dans la plupart des pays occupés, les partis communistes furent dès le commencement la force clandestine la mieux organisée. Tout à fait différent fut le sort des partis socialistes dont certains ont suspendu, pour une période plus ou moins courte, toute activité. Les partis d'autres orientations idéologiques et politiques ont aussi subi une crise profonde. Sur ce fond, les différences dans les expériences tirées de la vie politique clandestine en Pologne et en France se dessinent nettement. En Pologne, après une courte période de choc, causé par la défaite militaire de l'Etat et l'occupation du pays ainsi que par la désorganisation, conséquence naturelle de la guerre, les principaux partis politiques d'avant-guerre recréent vite leurs structures d'organisation, centrales et locales. Entre l'automne 1939 et le printemps 1940, trois grands groupements politiques : le Parti national-démocrate, le Parti paysan et le Parti socialiste polonais, appelé dès la fin de 1939 Liberté, Egalité, Indépendance (Wolność, Równość, Niepodległość — WRN), sont redevenus des phénomènes importants de la vie politique, cette fois clandestine. (Dans la formation des structures d'organisation

<sup>22</sup> Il serait intéressant de voir si la notion de mouvement ne se prête pas à qualifier certains phénomènes dans le mouvement antinazi apparus plus tôt. P. ex. en 1929, les antifascistes italiens appartenant aux partis socialiste, républicain et libéral ont créé un groupement qu'ils définissent dans leur déclaration comme « mouvement révolutionnaire » sous le nom de Giustizia e Libertà ; ce mouvement abolit les différences entre les partis. C'est de ce mouvement qu'est né quatorze ans plus tard Partito d'Azione.

du mouvement politique clandestin, un rôle essentiel a été joué aussi par le Parti du Travail, organisation peu nombreuse, créée juste avant la guerre). En France, en revanche, à l'exception du Parti communiste français, tous les autres partis politiques ont traversé une crise profonde, disparaissant pratiquement — en tant que groupements politiques organisés, et pour une période assez longue — de la Résistance naissante qui a commencé à se caractériser par des mouvements (formations qui différaient des anciens partis, accentuaient leur origine autonome, leurs buts et leur caractère différent). Les historiens penchent pour la thèse selon laquelle les mouvements sont apparus généralement à la suite d'une crise de confiance que les anciens partis ont provoquée dans la société à la fin des années trente et que la capitulation de juin, l'attitude des partis bourgeois au moment de la défaite nationale et la création du régime de Vichy ont pour ainsi dire couronnée. Les mêmes symptômes d'une crise de confiance, bien qu'à une échelle beaucoup plus petite, sont aussi apparus dans la vie clandestine polonaise, comme en témoignent des prises de position idéologiques et des tentatives d'action de certaines organisations clandestines. Mais dans les conditions polonaises, elles ne sont pas devenues une alternative à d'anciens partis politiques. Si l'on admet qu'en Pologne des mouvements se sont aussi formés, ils n'ont pas joué le même rôle que les mouvements français. Il est vrai qu'une des plus importantes organisations clandestines polonaises, WRN, fonctionnait sous le nom de Mouvement des Masses Travailleuses de Pologne (Ruch Mas Pracujących Polski), et que son programme de 1941 devait, à l'origine, être une plate-forme politique non seulement pour les socialistes mais aussi pour les démocrates, mais WRN resta un parti politique sous un nom nouveau. Le centre clandestin, créé en automne 1939 à Varsovie, aux ambitions politiques importantes, se rapproche davantage de la définition de mouvement. Son fondateur, Ryszard Świątochowski (militant de l'opposition connu dans les années trente, lié avec W. Sikorski), déçu par l'inefficacité des partis politiques d'avant-guerre, s'écartait fermement de toutes les continuations clandestines officielles d'anciennes formations politiques, tendant à créer quelque chose qui se laisserait comparer aux mouvements français. Le premier pas dans cette direction a été

fait par la création du Comité Central d'Organisations pour l'Indépendance (Centralny Komitet Organizacji Niepodległościowych — CKON) réunissant nombre de personnalités d'anciens partis politiques et d'anciennes organisations socio-politiques<sup>23</sup>. L'histoire du CKON est pourtant trop brève, pour qu'elle puisse nous permettre de poursuivre nos considérations. Bien qu'à côté de CKON on puisse citer d'autres organisations qui, avec des réserves plus ou moins grandes, rappelaient des mouvements, ce ne sont pas elles qui ont défini le caractère de la vie politique clandestine en Pologne, à la tête de laquelle se sont trouvés les partis politiques et cela à partir du tournant 1939/1940.

Indépendamment de tel ou tel rôle des partis ou des mouvements, dans tous les pays occupés apparaissaient les processus de consolidation en tant que tendance dominante dans la vie politique clandestine. Malgré bien des difficultés et des phases d'arrêt et d'accélération, un rapprochement se produisait entre des organisations ayant des affinités idéologiques, des fusions et des ententes entre les organisations avaient lieu, etc. Cela ne veut pas dire que le processus de rapprochement a fait disparaître toutes les différences et particularités, celles-ci continuaient à se manifester sans pour autant prendre l'aspect de violentes controverses politiques. De tels phénomènes se sont manifestés aussi dans l'histoire d'organisations militaires clandestines. Si nous regardons donc les organisations politiques et militaires clandestines non communistes, sans oublier les différences et les particularités citées plus haut, nous pouvons affirmer que dans ce courant de l'Europe Clandestine s'est cristallisée, de façon plus ou moins profonde, une certaine communauté d'opinions et d'actions. En Pologne, quatre partis politiques ont formé une institution commune d'entente politique et, bien que la polémique fût parfois violente, ils ont manifesté une attitude proche de l'unanimité dans leur action pour l'indépendance, leur action antisoviétique et anticommuniste. Cette unanimité concernait aussi l'opinion sur les moyens de lutte contre l'occupant où ils se liaient avec l'Armée de l'Intérieur. Il est vrai qu'entre le Parti paysan et le Parti national-démocrate

---

<sup>23</sup> Au sujet de CKON et des buts de son créateur, voir : E. Duraczyński, *Kontrowersje i konflikty 1939 - 1941* [Controverses et conflits 1939 - 1941], Warszawa 1977.



d'un côté et l'Armée de l'Intérieur de l'autre il y a eu de violentes controverses (surtout entre les paysans et AK) — malgré les convergences d'attitudes citées ci-dessus —, toutefois, dans l'essentiel de leurs orientations politiques, les quatre partis et l'Armée de l'Intérieur ainsi que d'autres organisations clandestines ont formé un seul courant dans la Résistance polonaise.

Le processus de consolidation de la gauche était avant tout lié à l'initiative des partis communistes. Leur pensée politique se libérant du dogmatisme et d'autres déformations, prenait des formes (d'ailleurs différentes entre elles) qui s'adaptaient à la période historique et avant tout aux conditions nationales de la période donnée. Par exemple, en Pologne, le Parti ouvrier polonais, créé en janvier 1942, a propagé, durant les quinze premiers mois de son activité, la conception d'un front national, donc la conception d'une large entente entre les organisations de tous les groupements patriotiques de la Pologne Clandestine. Ces tentatives se sont terminées par un fiasco et les rapports entre les deux courants essentiels de la Pologne Clandestine devenaient de plus en plus tendus et, sans pour autant prendre la forme violente de controverses comme en Yougoslavie, en Grèce ou en Albanie, se sont nettement différenciés des processus de consolidation dans d'autres pays de l'Europe occupée. D'anciennes animosités et phobies, ayant comme structure de base un calcul politique pro-occidental, ont prévalu sur le réalisme et la compréhension des possibilités de la politique polonaise.

Par contre, dans d'autres pays d'Europe (p. ex. en France, au Danemark, en Italie) se sont créées des formations politiques (conseils, comités) unissant des ensembles clandestins parfois assez éloignés. Elles prenaient le caractère de larges compromis s'appuyant sur des principes communs.

La création de ces conseils, comités de libération, etc., n'a pas éliminé les différences entre les signataires des accords, elles sont apparues avec une force nouvelle au moment de la libération du pays. Ces formations politiques ont contribué, et de façon assez efficace, à l'unification des forces clandestines, ce qui était surtout visible en Italie. Nous considérons la création de ces formations politiques et leur action comme l'apogée politique des Résistances nationales. Un tel rôle doit être attribué au Conseil

Antinazi de Libération Nationale yougoslave ainsi qu'au Conseil National Polonais, formations d'inspiration communiste qui ont joué un rôle décisif dans la création d'un nouvel Etat en Yougoslavie et en Pologne, sans prendre en considération le fait que le Conseil National et les forces qu'il groupait, représentaient en 1944 la minorité sociale.

Pendant la guerre, l'Europe Clandestine a organisé ou aidé à organiser une opposition passive contre l'occupant : manifestations et démonstrations, publication et colportage de la presse et des tracts clandestins, sabotage économique, aide aux prisonniers de guerre, aux autres prisonniers et aux Juifs, aide et soins aux aviateurs alliés abattus, espionnage pour les alliés, diversion armée, action de liquidation et attentats contre l'occupant et les collaborateurs, guerre de partisans. Chacune de ces formes de lutte a joué son rôle et certaines ont atteint une particulière efficacité.

Un concours de circonstances bien différentes a fait que l'insurrection armée, commencée en été 1941 en Yougoslavie, s'est transformée en une guerre de plusieurs années pour l'indépendance nationale et que les forces partisans, sans compter celles qui luttaient sur les territoires provisoirement occupés en Union Soviétique, y ont atteint les effectifs les plus importants d'Europe. Un fort mouvement partisan s'est aussi développé (surtout en été 1944) dans le centre et le nord de l'Italie. Au printemps 1945, dans l'Italie du Nord a éclaté une insurrection nationale. Une action partisane aussi large est à noter dans les années 1943 - 1944 en Albanie et en Grèce, et au printemps et en été 1944, en France. Dans tous ces pays, des territoires ont été libérés au cours de la lutte, pour une période plus ou moins longue (les plus importants étant en Union Soviétique), avec les germes d'un pouvoir local plus ou moins développé, etc.

Le point culminant des luttes de la Pologne Clandestine, menées sans interruption à partir de l'automne 1939, se situe au cours du printemps et de l'été 1944. Il a comme limites les grandes batailles des partisans et l'insurrection de Varsovie. Les plus grandes batailles ont eu lieu alors dans les régions de Lublin, de Kielce, de Varsovie, de Cracovie, et dans celles de Białystok, de Rzeszów, en Poméranie et en Silésie. En 1944, dans différentes sections de la Pologne Clandestine, de l'enseignement clandestin

jusqu'au maquis, ont lutté plusieurs centaines de milliers de soldats d'organisations militaires clandestines ainsi que des instituteurs, des journalistes, des colporteurs de journaux clandestins, des agents de liaison, des ouvriers de Silésie et de Varsovie. D'après les sources allemandes<sup>24</sup>, de juillet 1942 en juillet 1944, les détachements armés et les groupes de diversion de toutes les sections de la Pologne Clandestine, les partisans soviétiques qui menaient la lutte sur le territoire polonais, et la résistance spontanée ont exécuté dans la Pologne centrale 110 238 actions différentes contre l'occupant (ce qui donne en moyenne 4410 actions par mois et 147 actions par jour), dont 5018 menées par des troupes de partisans plus importantes. Les matériaux allemands ne donnent pourtant pas une image complète, ils ne couvrent pas la superficie de tout le pays ni toute la période de l'occupation. Ils ne comprennent pas non plus les actions dirigées contre la police, l'administration, les fournitures obligatoires de céréales et les travaux forcés en Allemagne.

Nous venons de montrer à quel point différaient les conditions et les circonstances dans lesquelles est née et s'est développée la Résistance dans plusieurs pays, à quel point différaient les expériences, les structures d'organisation et les rapports entre ses courants les plus importants. Ainsi pourrait-on identifier la notion de Résistance italienne et grecque, française et polonaise<sup>25</sup> ? Et, en allant plus loin : de telles différences nous autorisent-elles à nous servir du terme Europe Clandestine ou Résistance européenne ? Il est vrai que cette opposition ne s'est pas formée au nom d'idées communes, qu'elle n'a pas créé d'unité au sens institutionnel et qu'elle n'a pas été dirigée par un centre de décision central (nous ne pouvons pas attribuer une telle fonction à la SOE anglaise), mais elle est devenue — l'importance d'une expansion nationale mise à part — un phénomène généralisé à toute l'Europe. C'est dans ce sens qu'on peut parler de l'Europe Clandestine. En plus, sans regarder les différences dans les conditions et les dates de création de la Résistance, il faut voir à son origine les mêmes prémisses générales. Elle a donc fait créer

<sup>24</sup> « Wojskowy Przegląd Historyczny », 1966, n° 4, pp. 72 - 118.

<sup>25</sup> H. Michel a posé une telle question il y a bien des années, dans sa communication à la conférence de Milan.

partout des sections d'action clandestine semblables (civiles, sociales, militaires), utilisant en principe les mêmes méthodes de lutte, différant dans des pays et des régions particulières uniquement par le degré d'intensité. Mais rares sont les sections devenues un phénomène typique d'un pays donné (p. ex. le système d'enseignement clandestin largement développé en Pologne) ou pour un groupe de pays (p. ex., dans les pays occidentaux, l'aide aux aviateurs alliés abattus). Dans tous les pays occupés, la Résistance a fait naître les types de comportement et les attitudes semblables, elle a créé presque les mêmes décalogues de normes patriotiques, éthiques et morales, acceptées non seulement par les individus mais par toutes les communautés. Toutes les Résistances nationales et leurs courants essentiels pensaient avec le même soin, bien que de manière différente, à l'avenir non seulement de leurs propres pays mais de tout le continent. La guerre totale imposée par le III<sup>e</sup> Reich a obligé les hommes éclairés de la Résistance à réfléchir sur l'idée de la paix de manière complète, européenne, et même globale, elle a fait aussi naître différentes idées de rapprochement des pays européens, dans lesquelles la pensée politique de l'Europe Clandestine avait joué le rôle essentiel. Dans toute l'Europe, la Résistance est devenue un facteur particulièrement important qui accélérerait le processus d'émancipation des masses populaires devenant plus général, bien qu'il ait donné le départ aux changements révolutionnaires seulement dans certains pays.

La Résistance a donné aux pays européens toute une pléiade d'hommes politiques. Nous pouvons considérer ce fait comme un phénomène commun. Mais cette communauté s'est aussi manifestée, bien qu'avec de nombreuses difficultés, dans les années de lutte. Nous en montrerons quelques éléments. Parmi les plus intéressants, jamais étudiés jusqu'à présent, nous pouvons citer le fait de se rapporter à l'expérience des autres pays (p. ex. la presse clandestine polonaise apportait beaucoup d'informations sur les luttes en Yougoslavie, la situation complexe en France et les attitudes des Français), ainsi que le fait d'imaginer différentes visions de coexistence avec les voisins dans le contexte politique de l'Europe d'après-guerre. Il est aussi à noter, surtout dans les Balkans, la pénétration de certaines pratiques d'organisation, en

général militaires. Il paraît qu'en Italie, au moment de créer les Groupes d'Action Patriotique (GAP), on a utilisé la pratique antérieure française. La participation des étrangers aux Résistances nationales, fait visible dans presque tous les pays<sup>26</sup>, les exemples de coopération armée (et de fréquents conflits) dans les régions situées près des frontières et les exemples d'aide internationale aux courriers, etc. forment un sujet à part. Malgré tout cela, l'Europe Clandestine est restée divisée jusqu'à la fin de la guerre, d'ailleurs elle n'a pas pu s'organiser autrement. Son image d'ensemble, c'est la somme des efforts nationaux qui, considérés ensemble, sont devenus un important facteur dans la finale de la Seconde Guerre mondiale. Comme a écrit H. Michel : « La Résistance n'a pas gagné la guerre [...] Mais, inversement, combien sans son concours la tâche des Alliés aurait été plus ardue »<sup>27</sup>.

(Traduit par Joanna Zurowska)

---

<sup>26</sup> Voir, p. ex. : M. I. Semirjaga, *Sovetskie ljudi v evropejskom Soprotivlenii*, Moskva 1970 ; J. Zamojski, *Polacy w ruchu oporu we Francji, 1940 - 1945* [Les Polonais dans la Résistance en France, 1940 - 1945], Wrocław 1975 ; W. Biegański, M. Juchniewicz, S. Okęcki, *Polacy w ruchu oporu narodów europejskich, 1939 - 1945* [Les Polonais dans la Résistance des nations européennes, 1939 - 1945], Warszawa 1977.

<sup>27</sup> H. Michel, *La guerre...*, p. 378.